



## Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Arnaud MOYNIER, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

## **Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Amélioration de la résilience du CHU de Montpellier face au changement climatique - Sites de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve - Mur de protection phase 1B et Bassin de la Valsière - Demande d'aides financières auprès de l'État**

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI, et de l'élaboration du PLUi, des études hydrauliques ont été menées récemment par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson qui s'étend sur les communes de Grabels et Montpellier.

Les études se sont concentrées en particulier sur la situation des équipements hospitaliers du CHU de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve traversés par le principal affluent, le Font d'Aurelle. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour une pluie centennale et pour une pluie exceptionnelle telle celle enregistrée en septembre 2014 sur le territoire métropolitain.

Cette cartographie est très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et met en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant. La topographie naturelle du bassin versant mais aussi l'ensemble des aménagements réalisés à ce jour expliquent cette sensibilité exacerbée aux événements d'importance mais aussi aux événements d'occurrence plus faible en cas d'embâcle.

Le nouveau diagnostic hydraulique précise ainsi l'importance de l'inondabilité du site du CHU : celui-ci est inondé par le débordement du Font d'Aurelle mais aussi par le débordement du réseau pluvial interne du CHU. Les débits du Font d'Aurelle entrant en écoulement de surface dans le CHU sont de 10 m<sup>3</sup>/s en crue centennale et 26 m<sup>3</sup>/s en crue exceptionnelle. Les niveaux de submersion sont significatifs, par endroit plus d'un mètre en crue centennale et plus de 2,4 mètres en crue exceptionnelle et touchent les bâtiments d'Arnaud de Villeneuve et de Lapeyronie, notamment les sous-sols et le premier niveau qui concentrent les équipements et les services les plus sensibles (les urgences, des salles de bloc opératoire et de soins critiques, ...).

Dans ces conditions, les responsables du CHU estiment que les dommages directs humains seraient majeurs et d'autres indirects non chiffrables liés à la mise hors d'usage des services hospitaliers pendant plusieurs mois. Le temps du retour à la normale affecterait ainsi considérablement l'offre de soin à l'échelle régionale.

Compte tenu de la vulnérabilité et de la nature des enjeux, le niveau de protection visé est celui visant un niveau « zéro » de débordement ou d'écoulement sur le site, ce qui revient à dimensionner les ouvrages envisagés pour une pluie de période de retour exceptionnelle.

La stratégie d'aménagement retenue consiste à éviter que les débordements du Font d'Aurelle ne pénètrent sur le site du CHU par la mise en place d'un mur de protection rapprochée entre la nouvelle faculté de Médecine et le CHU et le long de la route de Ganges et par la modification pérenne des trois entrées et sorties du CHU.

Parallèlement, le CHU, associé à l'ensemble des études, engage un lourd programme de redimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales du site.

Toutefois, la réalisation de ces travaux hydrauliques aggrave l'inondabilité des secteurs aval de la route de Ganges. Ils nécessitent donc des mesures compensatoires par la réalisation du bassin de la Valsière sur la commune de Grabels.

Ces ouvrages, qui devront être déclarés en système d'endiguement, ne peuvent être réalisés que par la Métropole au titre de sa compétence GEMAPI. En concertation avec le Préfet, qui partage pleinement les enjeux de première importance de cette protection hydraulique en matière de santé pour notre région, l'engagement a été pris de lancer la construction dans les meilleurs délais du mur d'endiguement au titre de l'article R.214-4 du code de l'environnement.

Une 1ère phase de réalisation (PHASE 1A) a débuté depuis le 03 août 2020. Il s'agit de la construction des tronçons 1 et 4 du mur de protection du CHU sur un linéaire de 210 ml pour un montant de travaux prévisionnels de 1,5 M€ HT.

Une 2<sup>ème</sup> phase va être engagée début 2021 (PHASE 1B), après consultation des entreprises. Il s'agit de la construction des tronçons 2 et 3 sur un linéaire de 440 ml pour un montant de travaux prévisionnels de 2,5 M€ HT.

L'ensemble des travaux d'endiguement pourront être achevés d'ici l'été prochain et permettront ainsi une protection du CHU contre une crue exceptionnelle du Font d'Aurelle pour l'automne 2021.

Enfin, une 3<sup>ème</sup> phase (PHASE 2) de travaux est prévue en 2022. Il s'agit de la construction du bassin de rétention de la Valsière, pour un montant de 2 M€ HT.

A la suite des derniers échanges entre la Métropole et l'Etat, les travaux hydrauliques restant à réaliser, d'un montant estimatif de 4,5 M€ HT, sont éligibles à une aide financière de l'Etat dans le cadre du plan de relance et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

En complément, la Métropole a aussi sollicité des aides financières auprès de la Région Occitanie.

Dans ce cadre, le plan de financement serait le suivant :

Etat : 40% soit 1,8 M€ HT

Région Occitanie : 20% soit 0,9 M€ HT

Montpellier Méditerranée Métropole : 40% soit 1,8 M€ HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- de solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Etat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142304-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.